

RAPPORT FINANCIER 2002

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 22040

Code :
01

Nom officiel : Lac-Beauport

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers (s'il y a lieu)	6.1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
Activités financières	9
Activités d'investissement	10
Coût des services municipaux	11
Surplus (déficit) accumulé	12
Réserves financières et fonds réservés	13
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
Évolution de la situation financière	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Dépenses par objets	17
Dettes à long terme	18
Financement des projets en cours	20
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	20
Endettement total net à long terme	21
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	23
Paiements tenant lieu de taxes	24
Autres revenus de sources locales	25
Transferts	27
Analyse de la rémunération	28
Analyse des dépenses de fonctionnement	29
Analyse du coût des services municipaux	31
Analyse par fonctions de la répartition des dépenses des organismes municipaux	33
Analyse des activités financières d'électricité	34
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	35
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	35

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation - autres données	37
Taux des taxes	38
Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation	39
Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (s'il y a lieu)	39.1
Calcul du taux global de taxation	40
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	43
Fonds de roulement - capital autorisé	43
Analyse des taxes à recevoir	44
Analyse du service de la dette	44
Analyse des projets en cours	45
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	47
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	48
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	49
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	50
Questionnaire	51
Autres données	54
Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier	55

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE MICHEL GIROUX

CONSEILLERS MICHEL GRENIER
 ANDRÉ PARENT
 JOCELYN FORTIER

LINDA GIRARD
MICHEL BERGERON
PASCAL HUDON

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL HÉLÈNE RENAUD

GREFFIER

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER HÉLÈNE RENAUD

Organisme : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, HÉLÈNE RENAUD, atteste que le rapport financier de
Lac-Beauport pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2002 ,
(Nom de l'organisme)
a été préparé conformément à la Loi qui régit cet organisme.

Date 2003-04-10 Signature _____

Téléphone (418) 849-7141 Télécopieur (418) 849-0361
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2003-04-01 11:06:03

Dernière modification : 2003-04-01 11:06:03

Réservé au ministère

145 642	4 551 006	1,5711	263 230
---------	-----------	--------	---------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié le bilan de la Municipalité de Lac-Beauport au 31 décembre 2002 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importante. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE SAMSON BÉLAIR DELOITTE & TOUCHE

LIEU QUÉBEC

DATE 2003-03-28

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2003-04-01 11:06:03

Dernière modification : 2003-04-01 11:06:03

Réservé au ministère

145 642	4 551 006	1,5711	263 230
---------	-----------	--------	---------

ÉTATS FINANCIERS

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2002

		2002	2001
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	638 231	172 229
Placements temporaires	2	6 332	6 330
Encaisse et placements affectés (note 4)	3		240 184
Débiteurs (note 5)	4	828 040	347 786
Stocks (note 6)	5		
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	57 129	52 301
Autres actifs (note 7)	7	12 417	14 433
	8	1 542 149	833 263
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9	90 444	191 883
Créances à long terme (note 9)	10	62 761	119 890
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	17 787 969	15 459 208
	13	19 483 323	16 604 244
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15		
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	1 303 872	452 047
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	103 994	74 249
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	522 127	422 601
	20	1 929 993	948 897
Subventions reportées (note 11)	21	1 651 258	1 713 766
Dette à long terme (note 15)	22	5 691 250	4 011 562
	23	9 272 501	6 674 225
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	263 230	261 687
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25	(133 718)	(180 907)
Réserves financières et fonds réservés	26	(52 695)	173 635
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	10 134 005	9 675 604
	28	10 210 822	9 930 019
	29	19 483 323	16 604 244
Engagement contractuel (note 20)			
Éventualités (note 24)			

ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

		2002		2001
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Taxes	1	4 745 374	4 744 790	4 438 239
Paiements tenant lieu de taxes	2	32 740	33 519	33 799
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres revenus de sources locales	5	489 683	748 548	874 997
Transferts	6	93 209	439 543	54 499
	7	5 361 006	5 966 400	5 401 534
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	8	685 484	688 638	886 899
Sécurité publique	9	756 505	870 676	659 602
Transport	10	1 298 647	1 405 106	1 373 696
Hygiène du milieu	11	781 949	744 346	691 689
Santé et bien-être	12			
Aménagement, urbanisme et développement	13	388 112	352 502	301 306
Loisirs et culture	14	710 854	778 420	818 318
Électricité	15			
Frais de financement	16	324 907	272 156	296 883
	17	4 946 458	5 111 844	5 028 393
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme	18	414 548	436 221	364 232
Transfert à l'état des activités d'investissement	19		312 919	48 765
	20	5 361 006	5 860 984	5 441 390
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations				
	21		105 416	(39 856)
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	22		40 226	26 106
Surplus accumulé affecté	23			20 350
Réserves financières et fonds réservés				
virement de	24			
(virement à)	25	() () ()		
	26		40 226	46 456
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières				
	27		145 642	6 600
Financement à long terme des activités financières (note 17)	28			15 666
Surplus (déficit) de l'exercice				
	29		145 642	22 266

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement				
Transfert des activités financières				
Taxes générales spéciales				
Immobilisations et autres investissements	1			
Taxes de secteur				
Immobilisations et autres investissements	2			
Contributions des promoteurs	3			
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	4			
Certaines municipalités	5			
Transferts conditionnels	6		312 919	
Autres	7			48 765
Autres sources				
Surplus accumulé non affecté	8		103 886	
Surplus accumulé affecté	9			
Fonds réservés	10		1 725	
Emprunts à long terme émis	11	3 245 250	2 215 435	164 150
	12	3 245 250	2 633 965	212 915
Dépenses d'investissement				
Administration générale	13	100 000	241 089	24 304
Sécurité publique	14	110 000	49 122	266 825
Transport	15	2 087 500	1 900 894	7 656
Hygiène du milieu	16	497 750	325 499	1 911
Santé et bien-être	17			
Aménagement, urbanisme et développement	18			
Loisirs et culture	19	450 000	392 513	61 288
Électricité	20			
	21	3 245 250	2 909 117	361 984
Surplus (déficit) de l'exercice	22		(275 152)	(149 069)

**COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises) -	Services rendus ¹	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux		
						Immobi- lisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises) -								
Administration générale	1	688 638	11	31 339	20	32 355	29	1 866	38	47	22 982	56	65	727 484	
Sécurité publique	2	870 676	12	21 560	21	23 226	30		39	48	13 100	57	66	902 362	
Transport	3	1 405 106	13	12 887	22	278 293	31	13 743	40	15 000	49	51 455	58	67	1 616 088
Hygiène du milieu	4	744 346	14	156 148	23	171 790	32	42 525	41	50	3 727	59	68	1 026 032	
Santé et bien-être	5		15		24		33		42	51		60	69		
Aménagement, urbanisme et développement	6	352 502	16		25		34		43	10 010	52	61	70	342 492	
Loisirs et culture	7	778 420	17	50 222	26	74 691	35	4 375	44	27 962	53	188 243	62	71	682 753
Électricité	8		18		27		36		45	54		63	72		
Frais de financement	9	272 156	19	(272 156)											
	10	5 111 844			28	580 355	37	62 509	46	52 972	55	279 507	64	73	5 297 211

1. Comprend les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette (à l'exception du remboursement de la dette à long terme) recouvré des organismes municipaux doit être réparti par fonctions et par activités.

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Virement de		Virement à		Solde	
NON AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier				1	260 393	
Redressement aux exercices antérieurs				2	13	
Solde redressé				3	260 406	
Affectation - activités financières		4	40 226	5	(40 226)	
Affectation - activités d'investissement		6	103 886	7	(103 886)	
Affectation - surplus accumulé affecté	8	9		10		
Affectation - réserves financières	11	12		13		
Affectation - fonds réservés	14	15		16		
Surplus (déficit) de l'exercice	17	145 642		18	145 642	
Autres (préciser)						
-	19	20		21		
-	22	23		24		
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	25	145 642	26	144 112	27	261 936
AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier (note 16)				28	1 294	
Redressement aux exercices antérieurs				29		
Solde redressé				30	1 294	
Affectation - activités financières	31	32		33		
Affectation - activités d'investissement		34		35		
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	37		38		
Affectation - réserves financières	39	40		41		
Affectation - fonds réservés	42	43		44		
Autres (préciser)						
-	45	46		47		
-	48	49		50		
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	51	52		53	1 294	
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	54	145 642	55	144 112	56	263 230

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre						
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à							
RÉSERVES FINANCIÈRES													
-	1	2	3	4	5	6	7						
-	8	9	10	11	12	13	14						
-	15	16	17	18	19	20	21						
-	22	23	24	25	26	27	28						
	29	30	31	32	33	34	35						
FONDS RÉSERVÉS													
- Fonds de roulement (note 19)	36	37	38	39	40	41	42						
- Parcs et terrains de jeux	43	34 676	44	45	59 024	46	47	48	1 725	49	91 975		
- Société québécoise d'assainissement des eaux	50	51	52	53	54	55	56						
- Financement des projets en cours (tableau 3)	57	130 566	58	59	60	61	(275 152)	62	84	63	(144 670)		
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (tableau 3)	64	8 393	65	66	67	8 393	68	69	70				
- Fonds d'amortissement	71	72	73	74	75	76	77						
- Financement des activités financières	78	79	80	81	82	83	84						
- Autres (préciser)	85	86	87	88	89	90	91						
-	92	93	94	95	96	97	98						
-	99	100	101	102	103	104	105						
-	106	107	108	109	110	111	112						
-	113	114	115	116	117	118	119						
-	120	121	122	123	124	125	126						
	127	173 635	128	129	59 024	130	8 393	131	(275 152)	132	1 809	133	(52 695)
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	134	173 635	135	136	59 024	137	8 393	138	(275 152)	139	1 809	140	(52 695)

**INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
Solde au 1^{er} janvier	1	9 675 604	9 769 271
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	9 675 604	9 769 271
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	2 909 117	361 984
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	62 509	62 509
Remboursement de la dette à long terme	9	436 221	364 232
Autres (préciser)			
- PROJETS FERMÉS	10	84	254
-	11		
	12	3 407 931	788 979
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		57 534
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14	101 439	22 266
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	580 355	575 918
Réduction de créances à long terme	17	52 301	48 278
Subventions reportées	18		
Émission de dettes à long terme			
Activités d'investissement	19	2 215 435	164 150
Activités financières	20		14 500
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	2 949 530	882 646
Solde au 31 décembre	24	10 134 005	9 675 604

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
Activités de fonctionnement			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	145 642	22 266
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	(40 226)	(46 456)
Autres (préciser)			
- diminution montant à pourvoir dans futur	3	47 189	55 730
-	4		
	5	152 605	31 540
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement	6	312 919	48 765
Remboursement de la dette à long terme	7	436 221	364 232
Cessions d'immobilisations	8	(101 439)	(74 198)
Autres (préciser)			
- Fonds de parc et autres	9	50 646	3 724
-	10		
	11	850 952	374 063
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	12	(480 254)	175 019
Stocks	13		
Autres actifs	14	2 016	34 075
Créditeurs et frais courus	15	851 825	174 502
Revenus reportés	16	29 745	40 179
Autres passifs	17		
	18	1 254 284	797 838
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	19	(2 909 117)	(361 984)
Acquisitions de placements à long terme	20		
Cessions d'immobilisations	21	101 439	74 198
Autres (préciser)			
-	22		
-	23		
	24	(2 807 678)	(287 786)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	25	2 215 435	178 650
Remboursement de la dette à long terme	26	(436 221)	(364 232)
Montants à recouvrer de tiers	27		
Autres (préciser)			
-	28		
-	29		
	30	1 779 214	(185 582)
Augmentation (diminution) des liquidités	31	225 820	324 470
Situation des liquidités au début	32	418 743	94 273
Situation des liquidités à la fin	33	644 563	418 743

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et des placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

1. Statuts de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal existant en vertu du Code Municipal(LRQ. c. C-27.1).

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés selon les particularités de la comptabilité municipale au Québec. La Municipalité présente les états financiers cumulés qui tiennent compte de l'ensemble des transactions des divers fonds. Les opérations et les soldes interfonds sont éliminés. De plus, les sommes qui sont assujetties à certaines dispositions législatives ou réglementaires sont présentées distinctement.

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Par ailleurs, les dépenses d'opérations sont établies sans l'amortissement des immobilisations, du remboursement en capital de la dette à long terme ou des immobilisations ou placements à même les revenus.

C) Stocks

Non applicable

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de un à quarante ans. La période d'amortissement débute le 1er jour de l'année suivant celle de l'acquisition

E) Autres éléments

préciser:

Propriétés destinées à la revente.

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

- 3. Modification de convention comptable**
non applicable

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	2002	2001
4. Encaisse et placements affectés		
Réserves financières (<i>préciser</i>)		
-	1	
-	2	
-	3	
Fonds réservés (<i>préciser</i>)		
- Encaisse Fonds de parc	4	34 563
- Encaisse Activités d'investissement	5	205 621
-	6	
-	7	
-	8	
-	9	
	10	240 184

Note**5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	300 104	259 233
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	28 535	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	299 383	
Organismes municipaux	16		
Autres (<i>préciser</i>)			
- Intérêts courus, TPS & TVQ et autres	17	200 018	88 553
-	18		
	19	828 040	347 786
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20		28 469

Note**6. Stocks (*préciser*)**

-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
	25		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26		
Dépenses reportées (préciser)			
- Équilibrage-rôle 2001 & autres	27	12 417	14 433
-	28		
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
-	31		
-	32		
	33	12 417	14 433
Note			
8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34	90 444	191 883
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37		
	38	90 444	191 883
Note			
9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	119 890	172 191
	44	119 890	172 191
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45	57 129	52 301
	46	62 761	119 890
Note			
10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte			
Actions votantes	47		
Actions non votantes	48		
Autres	49		
	50		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

11. Immobilisations

Catégories	2002						2001					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	19 803 629	64	5 813 085	76	13 990 544	89	17 711 662	102	5 350 145	114	12 361 517
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	2 840 786	66	745 056	78	2 095 730	91	2 439 966	104	684 057	116	1 755 909
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	821 039	68	234 327	80	586 712	93	774 303	106	200 668	118	573 635
Ameublement et équipement de bureau	56	295 362	69	122 070	81	173 292	94	168 192	107	110 485	119	57 707
Machinerie, outillage et équipement	57	276 355	70	97 928	82	178 427	95	205 816	108	86 755	120	119 061
Terrains	58	645 872	71		83	645 872	96	541 986	109		121	541 986
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	24 683 043	73	7 012 466	85	17 670 577	98	21 841 925	111	6 432 110	123	15 409 815
Immobilisations en cours	61	117 392			86	117 392	99	49 393			124	49 393
	62	24 800 435	74	7 012 466	87	17 787 969	100	21 891 318	112	6 432 110	125	15 459 208
Subventions reportées	63	2 500 347	75	849 089	88	1 651 258	101	2 500 347	113	786 581	126	1 713 766

Note

La dépense d'amortissement des immobilisations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 est de 580 355\$.

L'amortissement des subventions reportées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 s'élève à 62 508 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
12. Crédoiteurs et frais courus			
Fournisseurs	127	1 077 626	283 362
Salaires et déduotions à la source à payer	128	82 025	64 390
Dépôts et retenues de garantie	129		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	130	226	13 450
Gouvernement du Québec et ses entreprises	131	777	11 350
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133		173
Commissions scolaires	134		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135	61 481	60 177
Autres courus et passifs (préciser)			
- Frais courus et autres	136	67 797	19 145
- association des prop.	137	13 940	
-	138		
-	139		
	140	1 303 872	452 047

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141		
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	142		
Autres actifs	143		
Autres (préciser)			
- Subvention	144	103 578	68 287
- Recettes perçues d'avance	145	416	5 962
	146	103 994	74 249

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
en monnaie canadienne	147	6 203 218	4 410 340
en monnaies étrangères	148		
taux d'intérêt variant de	4,59 à		
échéant de	7,74 %, 2003 à 2022		
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	149		
Organismes municipaux	150		
Autres	151	10 159	23 823
Dettes en cours de refinancement	152		
	153	6 213 377	4 434 163
Moins: Versements exigibles à court terme	154	522 127	422 601
	155	5 691 250	4 011 562

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :

Sommes accumulées			
Revenus reportés	156		
Surplus accumulés affectés	157		
Fonds réservés (<i>préciser</i>)			
-	158		
-	159		
-	160		
	161		
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	162	119 890	172 191
Organismes municipaux	163		
Autres tiers	164		
Montant à la charge de :			
une partie des contribuables ou des municipalités membres	165	2 581 754	2 697 149
l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	166	3 511 733	1 564 823
	167	6 213 377	4 434 163

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2003	168	522 127	173	178	522 127
2004	169	411 900	174	179	411 900
2005	170	363 436	175	180	363 436
2006	171	384 848	176	181	384 848
2007	172	392 091	177	182	392 091

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002	2001
16. Surplus accumulé affecté			
- Excédent d'un financement obtenu sur les	183	1 294	1 294
-	184		
-	185		
-	186		
-	187		
-	188		
-	189		
-	190		
-	191		
-	192		
	193	1 294	1 294

Note**17. Financement à long terme des activités financières**

Au cours de l'exercice, la Municipalité n'a pas financé de dépenses de fonctionnement par règlement d'emprunt

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

18. Montants à pourvoir dans le futur

Les mesures transitoires relatives aux normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)
Linéairement sur 5 ans.

Dépenses : (préciser la méthode)

Linéairement sur 5 ans à l'exception des intérêts sur la dette à long terme émis avant le 31 décembre 1999, lesquels seront amortis sur une période maximale de 20 ans selon la durée restante de la dette à long terme s'y rapportant.

Les ajustements résultant des normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002

		Solde au 1^{er} janvier 2002		Activités financières		Solde au 31 décembre 2002
Revenus						
- Intérêts sur arréages de taxes	194	23 845	203	7 948	211	15 897
-	195		204		212	
-	196		205		213	
	197	23 845	206	7 948	214	15 897
<i>Déduire:</i>						
Dépenses						
Salaires et avantages sociaux	198	34 903	207	11 635	215	23 268
Autres	199	116 141	208	38 713	216	77 428
	200	151 044	209	50 348	217	100 696
	201	(127 199)	210	(42 400)	218	(84 799)
Intérêts - dette à long terme	202	53 708			219	48 919
					220	(133 718)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002****19. Fonds de roulement**

n/a

20. Engagement contractuel

En vertu de divers contrats, la Municipalité s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 2 940 587\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Municipalité devra prévoir pour les quatre prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2003	2004	2005	2006
1 020 873	829 339	601 903	488 472

21. Régime de retraite

La municipalité offre à ses employés un régime supplémentaire de rentes à cotisations déterminées administré par la SSQ Vie. La valeur de la caisse de retraite est d'un peu moins de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2002

L'employeur et l'employé versent respectivement une contribution de 7% de la rémunération. Le régime ne prévoit pas d'âge prédéterminé de retraite compte tenu qu'il s'agit d'un régime à cotisations déterminées. Par ailleurs, il n'y a pas de disposition particulière relative à la part de l'employeur. L'employé est donc libre d'en disposer quelle que soit la date de son départ. Il n'y a aucune cotisation pour services passés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

22. Compétences municipales déléguées ou assumées

1) MRC de la Jacques Cartier :

Description du mandat et relation avec la Municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la Municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la police, les assurances de dommages et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme: La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts :

MRC : 83 481\$

CLD : 29 752\$

Patrimoine : 13 302\$

Dette attribuable à la Municipalité : 51 663\$

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 40,746\$

Valeur de débiteurs et créditeurs interorganismes :

Débiteurs : - \$, Créditeurs : - \$

Information sur les engagements : Agrandissement de locaux à la MRC (2003-2005)

2) Site d'enfouissement sanitaire de l'arrière-pays

Description sommaire du mandat et relation avec la Municipalité : Le site d'enfouissement sanitaire de l'arrière-pays (SESAP) est administré par un comité formé des maires des municipalités participantes. Cet organisme a pour objectif de fournir le service de disposition des ordures aux municipalités de l'est de la MRC.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme : Une quote-part est versée à la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

Municipalité des Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury qui administre le site. Celle-ci s'élève à 79 821\$.

Dettes attribuables à la municipalité : 10 159\$.

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 224 195\$.

Valeur des débiteurs : 31 340\$, et des créditeurs interorganismes : - \$.

Information sur les éventualités : Fermeture du site d'enfouissement sanitaire (2005-2007).

23. Informations concernant les organismes périmunicipaux et supramunicipaux

n/a

24. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

n/a

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

Au 31 décembre 2002, aucune poursuite n'est en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport.

d) Autres (préciser)

n/a

25. Autres notes (selon les besoins)

Éventualité positive:

En vertu du règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, la municipalité pourrait obtenir une ristourne maximale de 138 500\$ pour l'exercice 2002.

Cette ristourne était basée sur certains paramètres dont les coûts réels pour les policiers de la Sûreté du Québec, qui ne sont pas encore connus au 28 mars 2003; celle-ci n'a pas été comptabilisée.

La ristourne sera comptabilisée lorsque les données réelles seront connues ou au moment de l'encaissement.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

OBJETS	2002						2001
	Activités financières		Activités d'investissement		Total		
Rémunération							
élus	1	59 974			41	59 974	58 583
employés	2	1 178 017	25		42	1 178 017	1 165 869
Cotisations de l'employeur							
élus	3	9 939			43	9 939	10 015
employés	4	278 514	26		44	278 514	209 802
Transport et communication	5	111 871	27		45	111 871	111 592
Services professionnels, techniques et autres							
honoraires professionnels	6	200 745	28	66 460	46	267 205	274 074
achats de services techniques	7	1 031 597	29		47	1 031 597	927 196
autres	8	145 138	30		48	145 138	89 487
Location, entretien et réparation							
location	9	46 662	31		49	46 662	59 700
entretien et réparation	10	440 951			50	440 951	542 107
Biens durables							
travaux de construction			32	2 492 787	51	2 492 787	
achats de biens			33	348 331	52	348 331	361 984
Biens non durables							
fournitures de services publics	11	98 559			53	98 559	110 916
autres biens non durables	12	175 100			54	175 100	172 413
Frais de financement							
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :							
l'organisme municipal	13	268 958			55	268 958	280 780
autres organismes municipaux	14				56		
gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	15				57		
autres tiers	16				58		
autres frais de financement	17	3 198	34	1 539	59	4 737	16 103
Contributions à des organismes							
organismes municipaux							
répartition des dépenses	18	951 271			60	951 271	705 544
autres	19		35		61		48 397
organismes gouvernementaux	20	7 994	36		62	7 994	7 774
autres organismes	21		37		63		
Autres objets							
créances douteuses ou irrécouvrables	22	22 517	38		64	22 517	97 297
autres	23	80 839	39		65	80 839	140 744
	24	5 111 844	40	2 909 117	66	8 020 961	5 390 377

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission					Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2002	2001
MONNAIE CANADIENNE						
2001-08-05	Biblio. & salle communautaire	51 216	7,74	2006	42 816	44 716
2001-09-10	AQUEDUC	109 760	5,76	2006	90 200	94 300
2002-03-10	CAMION CITERNE	210 000	5,94	2002	159 100	170 500
1997-06-16	DIVERS	68 124	6,50	2004	22 400	32 800
1997-07-17	SENTIER PÉDESTRE	46 000	5,66	2002		10 300
1997-07-07	BATIMENT AQUEDUC	48 000	5,66	2007	41 000	42 700
2002-11-17	PLANS RESEAU AQUEDUC	108 300	2,90	2007	108 300	120 600
2002-11-17	TRAVAUX PUBLICS MAJEURS	2 000 000	2,90	2007	2 000 000	
2002-11-17	HONORAIRES BARRAGES	20 000	2,90	2007	20 000	
2002-11-17	INSTRUMENTS AQUEDUC	21 500	2,90	2007	21 500	
2002-11-17	EQUIPEMENT INFORMATIQUE	127 200	2,90	2007	127 200	
1998-04-17	RETROCAVEUSE	51 400	5,95	2003	11 900	23 000
1998-08-10	ECLAIRAGE SOCCER	27 000	6,20	2003	18 000	20 500
1998-09-26	TENNIS, BIBLIO.& CAMION	127 000	6,50	2003	28 500	55 400
1998-10-26	DIVERS	172 200	5,15	2003	35 600	71 100
1998-11-23	FUTAIE	35 000	5,84	2003	7 800	15 200
1999-05-04	EQUIPEMENT INFORMATIQUE	24 000	5,76	2002		8 000
1999-07-08	TENNIS	25 500	6,40	2004	19 500	21 600
1999-08-18	RESEAU AQUEDUC	889 000	6,32	2004	767 400	810 300
1999-09-21	RESEAU AQUEDUC	889 000	6,03	2004	767 400	810 300
1999-10-18	BIBLIO & SALLE COMM.	589 000	6,40	2004	509 800	537 800
1999-11-22	RESEAU AQUEDUC	441 500	6,59	2004	383 100	403 800
1999-11-22	MONTAGNARD	26 274	5,25	2004	22 700	24 000
1999-11-22	GENERATRICE	32 941	5,25	2004	28 500	30 100
1999-12-22	DIVERS	204 635	6,74	2004	168 044	180 900
1999-12-23	RESEAU SANITAIRE	3 190	6,68	2004	1 387	1 988
2000-06-01	BIENS DIVERS	97 886	7,01	2003	34 886	67 486
2000-06-22	BARRIERES & REMORQUES	22 200	6,91	2005	18 900	20 600

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission						Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2002	2001	
MONNAIE CANADIENNE							
2000-10-03	HONORAIRES EVALUATEUR	42 000	6,40	2003	14 900	28 900	
2000-11-17	CAMION INCENDIE	220 000	7,00	2005	201 200	210 900	
2000-12-28	AQUEDUC	390 000	6,03	2005	356 700	373 900	
2001-07-26	REFORME CADASTRALE	44 500	5,55	2004	30 500	44 500	
2001-06-21	BIENS DIVERS	94 150	5,40	2004	64 550	94 150	
2001-12-01	TERRAIN T. DENNIS	40 000	4,65	2006	32 700	40 000	
2002-09-02	CAMIONS-VOIRIE	46 735	5,35	2007	46 735		
					1	6 203 218	4
							4 410 340
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					2		5
					3	6 203 218	6
							4 410 340

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

Émission					Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2002	2001	
MONNAIE CANADIENNE							
1995-01-01	SITE D'ENFOUIS. SANITAIRE				10 159	23 823	
					<u>1</u>	<u>10 159 4</u>	<u>23 823</u>
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					<u>2</u>	<u>5</u>	
					<u>3</u>	<u>10 159 6</u>	<u>23 823</u>

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

		Projets en cours au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs		Financement		Dépenses		Projets fermés		Projets en cours au 31 décembre
Financement	1	212 150	2		3	2 633 965			4	233 846	5	2 612 269
Dépenses	6	81 584	7					2 909 117	8	233 762	9	2 756 939
	11	130 566	12		13	2 633 965	14	2 909 117	15	84	16	(144 670)
Répartition												
Financement non utilisé	17	130 566									18	645 507
Dépenses à financer	19										20	790 177
	21	130 566									22	(144 670)

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
					Activités financières	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	23	8 393	24	25	26	27		8 393	28		29	
Montant réservé pour le service de la dette	30		31	32	33	34			35		36	
	37	8 393	38	39	40	41		8 393	42		43	

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

Dette à long terme (note 15)	1	6 213 377
<i>Déduire</i>		
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	
Montants à recouvrer de tiers	3	119 890
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
Autres (préciser)		
-	6	
-	7	
<i>Ajouter</i>		
Dépenses d'investissement à financer	8	
Dépenses d'activités financières à financer	9	
Autres (préciser)		
-	10	
-	11	
Endettement net à long terme	12	6 093 487
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	13	
Communauté métropolitaine	14	
Régie intermunicipale	15	
Organisme public de transport	16	
Autres organismes municipaux	17	
Autres organismes	18	
	19	
Endettement total net à long terme	20	6 093 487
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	21	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

TAXES		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales	1	2 997 400	2 995 442	2 752 719
Taxes générales spéciales				
immobilisations et autres investissements	2			
Taxes de secteur				
service de la dette	3			
fonctionnement	4			
immobilisations et autres investissements	5			
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	6	187 495	193 784	184 154
Taxe sur immeubles non résidentiels ¹	7			
Surtaxe sur terrains vagues ¹	8	4 880	5 335	
Autres	9			
	10	3 189 775	3 194 561	2 936 873
SUR UNE AUTRE BASE				
Tarifification pour services municipaux				
eau	11	168 400	171 494	141 012
égouts	12	111 095	113 721	106 337
traitement des eaux usées	13			
matières résiduelles	14	325 000	326 965	277 418
service de la dette	15	294 639	276 796	324 111
immobilisations et autres investissements	16			
autres				
-Améliorations des chemins	17	26 340	26 791	26 290
-Éclairage des chemins	18	15 195	15 212	15 479
-Déneigement	19	614 930	619 250	610 719
	20	1 555 599	1 550 229	1 501 366
Taxes d'affaires				
sur l'ensemble de la valeur locative	21			
autres	22			
	23			
	24	4 745 374	4 744 790	4 438 239

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprise du gouvernement			
taxes foncières	1		
taxes d'affaires	2		
surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	3		
taxe sur immeubles non résidentiels ¹	4		
compensations pour services municipaux	5		
	6		
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux	7		
cégeps et universités	8		
écoles primaires et secondaires	9	15 740	16 232
	10	15 740	16 348
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
taxes foncières	11		
taxes d'affaires	12		
biens culturels classés	13		
	14		
	15	15 740	16 232
			16 348
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières	16		
taxes d'affaires	17		
surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	18		
taxe sur immeubles non résidentiels ¹	19		
compensations pour services municipaux	20		
	21		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières	22		
compensations pour services municipaux	23		
	24		
AUTRES			
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	25		
autres	26	17 000	17 287
	27	17 000	17 451
	28	32 740	33 519
			33 799

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
évaluation	1		
autres	2		
	3		
Sécurité publique			
police	4		
protection contre les incendies	5		
sécurité civile	6		
autres	7		
	8		
Transport			
réseau routier	9	9 143	7 811
transport collectif	10		8 848
autres	11		
	12	9 143	7 811
Hygiène du milieu			
approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
réseau de distribution de l'eau potable	14		
traitement des eaux usées	15		
réseaux d'égouts	16		
matières résiduelles	17	7 940	6 590
cours d'eau	18		6 396
protection de l'environnement	19		
autres	20		
	21	7 940	6 590
Santé et bien-être			
logement social	22		
autres	23		
	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
aménagement, urbanisme et zonage	25		
rénovation urbaine	26		
promotion et développement économique	27		
autres	28		
	29		
Loisirs et culture			
activités récréatives	30		
activités culturelles			
bibliothèques	31		
autres	32		
	33		
Électricité	34		
Service de la dette			
frais de financement			
intérêts et autres frais sur la dette à long terme	35		
autres frais de financement	36		
remboursement de la dette à long terme	37		
	38		
	39	17 083	14 401
			15 244

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	1	23 550	22 982
Sécurité publique	2	13 100	9 266
Transport	3	6 000	51 455
Hygiène du milieu	4	1 500	3 727
Santé et bien-être	5		
Aménagement, urbanisme et développement	6		
Loisirs et culture	7	120 680	188 243
Électricité	8		
Autres	9		
	10	164 830	275 673
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	11	52 570	76 167
droits de mutation immobilière	12	138 200	190 111
autres	13		
Amendes et pénalités	14	2 000	3 600
Intérêts	15	115 000	87 157
Cessions d'actifs à long terme			
immeubles industriels municipaux	16		
autres actifs	17		101 439
Contributions des promoteurs	18		74 198
Transport en commun			
contributions des usagers			
transport régulier et laissez-passer	19		
transport adapté	20		
transport scolaire	21		
autres	22		
contributions des automobilistes	23		
Autres	24		
	25	307 770	458 474
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALE	26	489 683	748 548

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

TRANSFERTS	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2	14 862	14 862
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6		
Programme d'aide financière aux MRC	7		
Autres	8		
Autres transferts inconditionnels	9	50 397	58 790
	10	65 259	73 652
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	11		
Sécurité publique			
police	12		
protection contre les incendies	13		
sécurité civile	14		
autres	15		
Transport			
Réseau routier	16	72 071	
Transport collectif			
transport en commun			
transport régulier et laissez-passer	17		
transport adapté	18		
transport scolaire	19		
autres	20		
transport aérien	21		
transport par eau	22		
Autres	23		
Hygiène du milieu			
approvisionnement et traitement de l'eau potable	24		
réseau de distribution de l'eau potable	25	74 500	
traitement des eaux usées	26		
réseaux d'égouts	27		
matières résiduelles	28		
cours d'eau	29		
protection de l'environnement	30		
autres	31		
Santé et bien-être			
logement social	32		
autres	33		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

TRANSFERTS	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
Aménagement, urbanisme et développement			
aménagement	1		
rénovation urbaine	2		
promotion et développement économique	3		
autres	4		
Loisirs et culture			
activités récréatives	5	10 010	11 703
activités culturelles			
bibliothèques	6	27 950	27 934
autres	7	181 348	
Autres	8		
Autres transferts conditionnels	9		
	10	27 950	39 637
	11	93 209	54 499

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

Catégories d'emplois	Effectifs personnes/ année	Rémunération	Cotisations de l'employeur	TOTAL
Cadres et contremaîtres	12 6,00 22	268 010 32	66 756 42	334 766
Professionnels et cols blancs	13 72,00 23	596 526 33	148 584 43	745 110
Cols bleus	14 7,00 24	225 732 34	56 226 44	281 958
Policiers	15 25	35	45	
Pompiers	16 26	36	46	
Pompiers volontaires	17 33,00 27	87 749 37	6 948 47	94 697
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	18 28	38	48	
Élus	19 118,00 29	1 178 017 39	278 514 49	1 456 531
	20 7,00 30	59 974 40	9 939 50	69 913
	21 125,00 31	1 237 991 41	288 453 51	1 526 444

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	101 693	119 220	110 636
Application de la loi	2	40 000	50 836	125 144
Gestion financière et administrative	3	215 765	244 904	212 685
Greffe	4	168 720	120 070	171 510
Évaluation	5	36 800	41 477	76 760
Gestion du personnel	6	27 536	5 360	21 434
Autres	7	94 970	106 771	168 730
	8	685 484	688 638	886 899
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	573 130	709 732	535 815
Protection contre les incendies	10	174 075	148 022	116 492
Sécurité civile	11	2 000	428	
Autres	12	7 300	12 494	7 295
	13	756 505	870 676	659 602
TRANSPORT				
Réseau routier				
voirie municipale	14	591 860	717 108	705 407
enlèvement de la neige	15	636 224	623 811	608 168
éclairage des rues	16	38 850	33 381	37 186
circulation et stationnement	17	31 713	30 806	22 935
Transport collectif				
transport en commun	18			
opération du réseau	19			
entretien des véhicules	20			
entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
autres	22			
transport aérien	23			
transport par eau	24			
Autres	25			
	26	1 298 647	1 405 106	1 373 696
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égouts				
approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	170 394	196 441	
réseau de distribution de l'eau potable	28			180 098
traitement des eaux usées	29	52 000	56 883	
réseaux d'égouts	30	63 305	63 416	90 609
Matières résiduelles				
déchets domestiques				
cueillette et transport	31	133 065	129 099	123 615
élimination	32	121 370	66 158	125 985
matières secondaires				
cueillette et transport	33	75 100	71 086	43 744
traitement	34			
élimination des matériaux secs	35			
Cours d'eau	36			
Protection de l'environnement	37	166 715	161 263	127 638
Autres	38			
	39	781 949	744 346	691 689

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Inspection des aliments	1			
Logement social	2			
Autres	3			
	4			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	262 799	241 726	223 687
Rénovation urbaine				
biens patrimoniaux	6	14 000	13 302	9 809
autres biens	7			
Promotion et développement économique				
industries et commerces	8	29 753	29 752	31 464
tourisme	9	81 560	67 722	36 346
autres	10			
Autres	11			
	12	388 112	352 502	301 306
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
centres communautaires	13	71 167	82 676	75 062
patinoires intérieures et extérieures	14	72 705	71 112	57 910
piscines, plages et ports de plaisance	15	74 034	90 229	83 752
parcs et terrains de jeux	16	135 693	124 450	226 625
parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
expositions et foires	18			
autres	19	168 157	166 372	144 826
	20	521 756	534 839	588 175
Activités culturelles				
centres communautaires	21			
bibliothèques	22	76 643	77 334	73 529
patrimoine				
musées et centres d'exposition	23			
autres ressources du patrimoine	24			
autres	25	112 455	166 247	156 614
	26	189 098	243 581	230 143
	27	710 854	778 420	818 318
ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
intérêts	29	320 750	268 958	276 380
autres frais	30			4 400
Autres frais de financement	31	4 157	3 198	16 103
	32	324 907	272 156	296 883

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de reportées (gouvernements et leurs entreprises)	-	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations										
Administration générale																
évaluation	1	41 477	22	31 339	43	32 355	64	1 866	85		106		127	148		103 305
autres	2	647 161	23		44		65		86		107	22 982	128	149		624 179
	3	688 638	24	31 339	45	32 355	66	1 866	87		108	22 982	129	150		727 484
Sécurité publique																
police	4	709 732	25		46		67		88		109		130	151		709 732
protection contre les incendies	5	148 022	26	21 560	47	23 226	68		89		110	13 100	131	152		179 708
sécurité civile	6	428	27		48		69		90		111		132	153		428
autres	7	12 494	28		49		70		91		112		133	154		12 494
	8	870 676	29	21 560	50	23 226	71		92		113	13 100	134	155		902 362
Transport																
réseau routier	9	1 405 106	30	12 887	51	270 443	72	13 743	93	15 000	114	51 455	135	156		1 608 238
transport collectif	10		31		52		73		94		115		136	157		
autres	11		32		53	7 850	74		95		116		137	158		7 850
	12	1 405 106	33	12 887	54	278 293	75	13 743	96	15 000	117	51 455	138	159		1 616 088
Hygiène du milieu																
approvisionnement et traite- ment de l'eau potable	13	196 441	34	2 421	55	1 637	76		97		118		139	160		200 499
réseau de distribution de l'eau potable	14		35	136 441	56	80 011	77	17 791	98		119	3 727	140	161		194 934
traitement des eaux usées	15	56 883	36		57		78		99		120		141	162		56 883
réseaux d'égouts	16	63 416	37	2 650	58	90 142	79	24 734	100		121		142	163		131 474
matières résiduelles	17	266 343	38	14 636	59		80		101		122		143	164		280 979
cours d'eau	18		39		60		81		102		123		144	165		
protection de l'environnement	19	161 263	40		61		82		103		124		145	166		161 263
autres	20		41		62		83		104		125		146	167		
	21	744 346	42	156 148	63	171 790	84	42 525	105		126	3 727	147	168		1 026 032

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

DÉPENSES	Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de reportées (gouvernements et leurs entreprises)	-	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
					Immobi- lisations	Subventions reportées									
Santé et bien-être															
logement social	1	15	29	42	55	68	81	94							
autres	2	16	30	43	56	69	82	95							
	3	17	31	44	57	70	83	96							
Aménagement, urbanisme et développement															
aménagement, urbanisme et zonage	4	241 726	18	32	45	58	71	84	97	241 726					
rénovation urbaine	5	13 302	19	33	46	59	72	85	98	13 302					
promotion et développement économique	6	97 474	20	34	47	60	10 010	73	86	99	87 464				
autres	7		21	35	48	61		74	87	100					
	8	352 502	22	36	49	62	10 010	75	88	101	342 492				
Loisirs et culture															
activités récréatives	9	534 839	23	26 553	37	54 722	50	63	76	183 997	89	102	432 117		
activités culturelles															
bibliothèques	10	77 334	24	23 669	38	17 777	51	4 375	64	27 962	77	4 246	90	103	82 197
autres	11	166 247	25		39	2 192	52		65		78		91	104	168 439
	12	778 420	26	50 222	40	74 691	53	4 375	66	27 962	79	188 243	92	105	682 753
Électricité															
	13		27		41		54		67		80		93	106	
Frais de financement															
	14	272 156	28	(272 156)											

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		2002		2001
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1	36 000	40 661	75 854
Autres	2			
Sécurité publique				
Police	3	560 730	699 240	520 980
Protection contre les incendies	4			
Sécurité civile	5			
Autres	6			
Transport				
Réseau routier	7			
Transport collectif				
transport en commun	8			
transport aérien	9			
transport par eau	10			
Autres	11			
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14	52 000	56 883	
Réseaux d'égouts	15			
Matières résiduelles	16			
Cours d'eau	17			
Protection de l'environnement	18			
Autres	19			
Santé et bien-être				
Logement social	20			
Autres	21			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	22	40 000	27 952	
Rénovation urbaine	23			
Promotion et développement économique	24	29 753	29 752	31 464
Autres	25	99 134	96 783	77 246
Loisirs et culture				
Activités récréatives	26			
Activités culturelles				
bibliothèques	27			
autres	28			
Électricité				
	29			
	30	817 617	951 271	705 544

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	2002		2001
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Dépenses avant imputation	12		
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	13		
	14		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme	15		
Transfert à l'état des activités d'investissement	16		
	17		
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations			
	18		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	19		
Surplus accumulé affecté	20		
Réserves financières et fonds réservés			
virement de	21		
(virement à)	22	() () ()	
	23		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières			
	24		
Financement à long terme des activités financières	25		
Surplus (déficit) de l'exercice			
	26		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1	271 500	38 944
Conduite d'égout	2	120 000	54 260
Conduite d'aqueduc	3	82 250	210 879
Usines de traitement de l'eau potable	4		
Parcs et terrains de jeux	5		1 725
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	2 040 000	1 825 104
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		
Autres infrastructures	11		29 054
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	5 000	10 032
Édifices communautaires	14	300 000	390 788
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Véhicules - autres	17	47 500	46 736
Ameublement et équipement de bureau	18		127 170
Machinerie, outillage et équipement			
Atribus	19		
Autres	20	229 000	70 539
Terrains	21	150 000	103 886
Autres	22		
	23	3 245 250	2 909 117

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	24		
Créances à long terme	25		
Placements à long terme	26		
Autres	27		
	28		
	29	3 245 250	2 909 117

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

Police	30		
Protection contre les incendies	31	110 000	49 122
Autres	32		
	33	110 000	49 122

AUTRES RENSEIGNEMENTS

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES		Valeur au rôle 1^{er} janvier 2002
Terrains vagues imposables		
terrains vagues desservis	1	1 867 910
terrains vagues non desservis	2	9 819 950
Terrains vagues non imposables		
terrains vagues desservis	3	
terrains vagues non desservis	4	802 110
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5	12 489 970

SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE		Valeur au rôle 1^{er} janvier 2002
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
établissements d'entreprise imposables	6	
établissements d'entreprise non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
visés par le 1 ^{er} alinéa de l'article 255 LFM	7	
autres	8	
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	10	

		Facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11	1,02

POPULATION

Population permanente	12	5 565
Population saisonnière	13	1 500

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2002

Taxes sur la valeur foncière

Taux variés de la taxe foncière générale

catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ¹	1	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ¹	2	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des immeubles non résidentiels ¹	3	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des immeubles industriels ¹	4	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
catégorie des terrains vagues desservis ¹	5	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
Autres taxes générales ¹	6	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements ²	7	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale et autres taxes générales ³	8	[] [] 1 , 0 2 0 1	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ³	9	[] [] 1 , 3 5 0 0	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ³	10	[] [] , [] [] [] []	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarifification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe par unité de logement)

Eau ²	11	[1 | 8 | 2] , [4 | 2]	\$ par unité de logement
Égouts ²	12	[1 | 4 | 1] , [2 | 8]	\$ par unité de logement
Eau et égouts ²	13	[2 | 4 | 6] , [1 | 8]	\$ par unité de logement
Déchets domestiques ²	14	[1 | 2 | 9] , [8 | 0]	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative ²	15	[] [] , [] [] [] []	% de la valeur locative

Autres taxes et autres modes de tarification pour services municipaux ²

Description	Taux	Code ⁴	Code 7 - autres, préciser
SURTAXE IMMEUBLES VACANTS DESSEI	0,2500	1	
MATIÈRES RÉSIDUELLES (CONT.COMML	86,5300	4	PAR UNITÉ DE LOGEMENT
DÉNEIGEMENT	225,0600	4	PAR UNITÉ D'ÉVALUATION
DÉNEIGEMENT ÉPERON	45,0000	4	PAR UNITÉ D'ÉVALUATION
EAU - COMMERCES (RÈGLEMENT 422)		4	DE 35\$ À 8512\$
ENTRETIEN RÉSEAU D'AQUEDUC - COMI		4	DE 21\$ À 8708\$
ENTRETIEN RÉSEAU SANITAIRE - COMM		4	DE 16\$ À 6639\$
SECTEUR - RÈGLEMENT 99 & 106 -MT CE	48,0000	7	DU 929 MÈTRE CARRÉS
SECTEUR - RÈGLEMENT 99 & 106 - PISC.	6,0000	7	DU 929 MÈTRE CARRÉS
SECTEUR - RÈGLEMENT 98 -FENIÈRE	33,0000	7	DU 929 MÈTRE CARRÉS
SECTEUR - RÈGLEMENT 105 - ROCHER	80,0000	7	DU 929 MÈTRE CARRÉS
SECTEUR - RÈGLEMENT 454 - MONTAGN	254,8200	4	
SECTEUR - RÈGLEMENT 3003 - FUTAIE	394,6700	4	
SECTEUR - RÈGLEMENT 4006 -ORÉE & C	987,5000	4	
ÉCLAIRAGE FOUGEROLES	30,0000	4	
ÉCLAIRAGE GODENDARD (44 À 92)	37,5000	4	
MATIÈRES RÉSIDUELLES - COMMERCE		7	DE 310\$ À 5866\$

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2002

Description	Taux	Code ⁴	Code 7 - autres, préciser
1. Régime d'impôt foncier avec taux variés			
2. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés			
3. Régime d'impôt foncier sans taux variés			
4. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation			
2 - du mètre carré		5 - du 1 000 litres	
3 - du mètre linéaire		6 - % de la valeur locative	
4 - tarif fixe (compensation)		7 - autres (préciser)	

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification dont le but est de déterminer la validité du taux global de taxation de la Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, selon les règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la Municipalité. Notre responsabilité de vérificateur consiste à exprimer une opinion sur la détermination du taux global de taxation en conformité de la loi et des règlements.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir une assurance raisonnable de fiabilité quant au respect, par la Municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des données nécessaires au calcul du taux global de taxation. Elle comprend également, le cas échéant, une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 est établi, à tous les égards importants, conformément à la loi et aux règlements précités.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE SAMSON BÉLAIR DELOITTE TOUCHE

LIEU QUEBEC

DATE _____

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2003-04-01 11:06:03

Dernière modification : 2003-04-01 11:06:03

Réservé au ministère

145 642	4 551 006	1,5711	263 230
---------	-----------	--------	---------

Organisme : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des revenus de taxes avant ajouts et déductions ⁵	1	4 744 790
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM ⁵	2	
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77) ⁵	3	
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ³	4	
c) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM ⁴	5	
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM ⁵	6	
e) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM ⁵	7	
f) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance ⁵	8	
g) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ⁴	9	
catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ³	10	
catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ³	11	
catégorie des immeubles non résidentiels ³	12	
catégorie des immeubles industriels ³	13	
catégorie des terrains vagues desservis ³	14	
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels ⁴	15	
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels ⁴	16	
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative ⁵	17	
h) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM ⁴	18	
i) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante ⁵	19	
Total des revenus de taxes	21	4 744 790

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés

4. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés

5. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des revenus de taxes ⁵	1	4 744 790
Ajouter :		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante ^{5 et 6}	2	.....
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières) ⁵	3	.....
Total partiel	4	4 744 790
Déduire :		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
taxes imposées en 2002 et non reconnues en vertu de la réglementation ⁵	5	.....
taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2002 ^{2, 5 et 6}	6	.....
surtaxe sur immeubles non résidentiels ³	7	193 784
taxe sur immeubles non résidentiels ³	8	.....
taxes d'affaires ⁵	9	.....
taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM ⁵	10	.....
taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM ⁵	11	.....
compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM ⁵	12	.....
la différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ⁴	13	.....
autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation ⁵	14	193 784
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	16	4 551 006

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.4. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.

5. Tous, régime d'impôt foncier avec ou sans taux variés.

6. Il s'agit des taxes autres que la taxe d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 2001 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt

1 284 290 010

Ajouter ou déduire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2002

Augmentation Diminution

Modifications apportées avant le 1^{er} janvier 2002

2 4 651 020 3 558 510

Variation nette

4 4 092 510

Modifications rétroactives au 1^{er} janvier 2002 ou à une date antérieure à celle-ci apportées avant la date du rapport du vérificateur

5 1 992 270 6 706 300

Variation nette

7 1 285 970

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2002

8 289 668 490

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation

9 4 551 006

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2002

10 289 668 490

Taux global de taxation de 2002

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

11

				1
--	--	--	--	---

 ,

5	7	1	1
---	---	---	---

 / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

RÉSOLUTION		OBJET DE L'ENGAGEMENT	MONTANT INITIAL	2002	2001
N°	DATE				
TOTAL			1	2	

**CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé	4
par l'imposition d'une taxe spéciale	5
		6
Diminution	7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2002	1	230 467	2		3	230 467
Exercice 2001	4	45 741	5		6	45 741
Exercice 2000	7	23 519	8		9	23 519
Exercices antérieurs	10	377	11		12	377
	13	300 104	14		15	300 104

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

		Remboursement dette à long terme		Intérêts et autres		Total
Service de la dette						
à la charge de :						
l'organisme municipal	16	436 221	17	268 958	18	705 179
autres organismes municipaux	19		20		21	
gouvernements du Québec et						
du Canada et leurs entreprises	22		23		24	
autres tiers	25		26		27	
autres frais de financement			28	3 198	29	3 198
	30	436 221	31	272 156	32	708 377

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Projet N° 502	Projet N° 01-0100-01	Projet N° B.DIVERS 100-01	Projet N° 2-103BatCom	Projet N° 2-104InterValle
SOURCE DE FINANCEMENT					
Financement au 1 ^{er} janvier	1	48 000	30 000	94 150	
Redressement exercices antérieurs	2				
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et autres investissements	3				
Taxes de secteur					
immobilisations et autres investissements	4				
Répartitions aux municipalités membres					
ensemble des municipalités	5				
certaines municipalités	6				
Contributions des promoteurs	7				
Transferts conditionnels	8			181 348	57 071
Autres	9				
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté	10				
Surplus accumulé affecté	11				
Fonds réservés	12				
Emprunts à long terme émis	13				
Total	14			181 348	57 071
Financement au 31 décembre (A)	15	48 000	30 000	181 348	57 071
DÉPENSES					
Dépenses au 1 ^{er} janvier	16	12 639	28 945		
Redressement - exercices antérieurs	17				
Ajouter: Dépenses de l'exercice	18	1 539	10 032	390 788	84 231
Dépenses au 31 décembre (B)	19	14 178	10 032	390 788	84 231
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)					
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	20	33 822	19 968	(209 440)	(27 160)
Règlements d'emprunt	21				
Autres	22				
FINANCEMENT PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé	23	33 822	19 968		
Dépenses à financer	24			209 440	27 160
DÉPENSES AUTORISÉES	25			400 000	115 000
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	26	C	C	C	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Projet N° 2-106 Ref2M	Projet N° 2-108 Trav.corr	Projet N° 2-109Informa	Projet N° 2-110 Vall Raco	Projet N° 2-111 BarrRéf
SOURCE DE FINANCEMENT					
Financement au 1 ^{er} janvier					
Redressement exercices antérieurs					
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et autres investissements					
Taxes de secteur					
immobilisations et autres investissements					
Répartitions aux municipalités membres					
ensemble des municipalités					
certaines municipalités					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels		74 500			
Autres					
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté					
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés					
Emprunts à long terme émis	2 000 000		127 200		
Total	2 000 000	74 500	127 200		
Financement au 31 décembre (A)	2 000 000	74 500	127 200		
DÉPENSES					
Dépenses au 1 ^{er} janvier					
Redressement - exercices antérieurs					
Ajouter: Dépenses de l'exercice	1 424 394	210 878	116 645	316 479	9 055
Dépenses au 31 décembre (B)	1 424 394	210 878	116 645	316 479	9 055
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES					
(A - B)	575 606	(136 378)	10 555	(316 479)	(9 055)
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunt					
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé	575 606		10 555		
Dépenses à financer		136 378		316 479	9 055
DÉPENSES AUTORISÉES	2 000 000	239 000	222 600	363 500	55 000
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	C	C	C	C	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	<u>Projet N° 3-116Nouv.puits</u>	<u>Projet N° 2-100HonBarr</u>	<u>Projet N° 2-101CamVoir</u>	<u>Projet N° 01-0100-05OutAq</u>	<u>Projet N° TERRAIN POINTE</u>
SOURCE DE FINANCEMENT					
Financement au 1 ^{er} janvier					
Redressement exercices antérieurs					
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et autres investissements					
Taxes de secteur					
immobilisations et autres investissements					
Répartitions aux municipalités membres					
ensemble des municipalités					
certaines municipalités					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels					
Autres					
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté					103 886
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés					
Emprunts à long terme émis		20 000	46 735	21 500	
Total		20 000	46 735	21 500	103 886
Financement au 31 décembre (A)		20 000	46 735	21 500	103 886
DÉPENSES					
Dépenses au 1 ^{er} janvier					
Redressement - exercices antérieurs					
Ajouter: Dépenses de l'exercice	37 405	20 000	46 735	21 416	103 886
Dépenses au 31 décembre (B)	37 405	20 000	46 735	21 416	103 886
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES					
(A - B)	(37 405)			84	
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunt					
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé					
Dépenses à financer	37 405				
DÉPENSES AUTORISÉES					
SUBVENTIONS RELATIVES AUX					
DÉPENSES À FINANCER					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	C	F	F	F	F

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	Projet N°	Projet N°	Projet N°
	FPTJ	01-100-04TERRAI	2-102CablageSan
SOURCE DE FINANCEMENT			
Financement au 1 ^{er} janvier		40 000	
Redressement exercices antérieurs			
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements			
Taxes de secteur			
immobilisations et autres investissements			
Répartitions aux municipalités membres			
ensemble des municipalités			
certaines municipalités			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels			
Autres			
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés	1 725		
Emprunts à long terme émis			
Total	1 725		
Financement au 31 décembre (A)	1 725	40 000	
DÉPENSES			
Dépenses au 1 ^{er} janvier		40 000	
Redressement - exercices antérieurs			
Ajouter: Dépenses de l'exercice	1 725		54 260
Dépenses au 31 décembre (B)	1 725	40 000	54 260
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)			(54 260)
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunt			
Autres			
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé			
Dépenses à financer			54 260
DÉPENSES AUTORISÉES			85 000
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER			
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	F	C

ANALYSE DES PROJETS EN COURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
SOURCE DE FINANCEMENT			
Financement au 1 ^{er} janvier	1 212 150	27 40 000	50 172 150
Redressement exercices antérieurs	2	28	51
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements	3	29	52
Taxes de secteur			
immobilisations et autres investissements	4	30	53
Répartitions aux municipalités membres			
ensembles des municipalités			
certains municipalités	5	31	54
certaines municipalités			
	6	32	55
Contributions des promoteurs			
	7	33	56
Transferts conditionnels			
	8 312 919	34	57 312 919
Autres			
	9	35	58
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
	10 103 886	36	59 103 886
Surplus accumulé affecté			
	11	37	60
Fonds réservés			
	12 1 725	38	61 1 725
Emprunts à long terme émis			
	13 2 215 435	39	62 88 235
	14 2 633 965	40	63 193 846
	15 2 846 115	41	64 233 846
	15 2 846 115	41	64 2 612 269
DÉPENSES			
Dépenses au 1 ^{er} janvier	16 81 584	42 40 000	65 41 584
Redressement - exercices antérieurs	17	43	66
<i>Ajouter: Dépenses de l'exercice</i>			
	18 2 909 117	44	67 193 762
Dépenses au 31 décembre (B)	19 2 990 701	45	68 233 762
	19 2 990 701	45	68 2 756 939
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	20 (144 586)	46 84	69 (144 670)
<i>Déduire: Financement non utilisé des</i>			
<i>projets fermés au cours de l'exercice</i>			
Règlements d'emprunt			
	21	47	
Autres			
	22	48	
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé	23 645 507		70 645 507
Dépenses à financer	24 790 177		71 790 177
DÉPENSES AUTORISÉES	25 3 480 100	49	72 3 480 100
SUBVENTIONS RELATIVES AUX			
DÉPENSES À FINANCER			
	26		73

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	Règlement N° 99-0400-06	Règlement N° 422	Règlement N° 98-0700-01	Règlement N° 99-0300-02	Règlement N° 97-0100-010
SOLDES DISPONIBLES AU 1 ^{ER} JANVIER	1 2 634	269	2 314	2 232	14
Redressement - exercices antérieurs	2				
<i>Ajouter:</i>					
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à :					
des activités d'investissement	3				
des activités financières	4				
Total partiel	5 2 634	269	2 314	2 232	14
Déduire:					
Affectations de l'exercice					
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme	6 2 000	269	1 000	2 232	14
autres frais de financement	7				
Remboursement de la dette à long terme	8 634				
Réduction de l'emprunt	9		1 314		
Autres fins spécifiées dans un règlement					
activités d'investissement	10				
activités financières	11				
Virement au surplus (déficit) accumulé	12				
Total des affectations	13 2 634	269	2 314	2 232	14
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	14				
Montant réservé pour le service de la dette	15				
Montant non réservé	16				
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	17				

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

	<u>Règlement N° 99-0700-01</u>	<u>Règlement N° 98-0300-03</u>	<u>Règlement N° 99-0100-020</u>	<u>Règlement N° 01-0100-01Diver</u>	<u>Total</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 1 ^{ER} JANVIER	100	639	31	160	18 8 393
Redressement - exercices antérieurs					19
<i>Ajouter:</i>					
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à :					
des activités d'investissement					20
des activités financières					21
Total partiel	100	639	31	160	22 8 393
Déduire:					
Affectations de l'exercice					
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme	100	639	31	160	23 6 445
autres frais de financement					24
Remboursement de la dette à long terme					25 634
Réduction de l'emprunt					26 1 314
Autres fins spécifiées dans un règlement					
activités d'investissement					27
activités financières					28
Virement au surplus (déficit) accumulé					29
Total des affectations	100	639	31	160	30 8 393
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE					31
Montant réservé pour le service de la dette					32
Montant non réservé					33
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE					34

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actuali- sation	Versement annuel	
a) Annuité (capital et intérêts)							
							1
b) Autre mode (capital seulement) Ministère de la culture du Q							119 890
							2 119 890
							3 119 890

**REVENUS REPORTÉS - IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

A) ENGAGEMENTS NON ÉCHUS AU 31 DÉCEMBRE 2002		
Capital		1
Intérêts		2
Total	(A)	3 <u> </u>
 B) REVENUS DISPONIBLES POUR LE PAIEMENT DES ENGAGEMENTS NON ÉCHUS		
Revenus reportés au 1 ^{er} janvier 2002, provenant de cessions d'immeubles industriels municipaux		4
Ajouter:		
Cessions en 2002		
Ventes au comptant		5
Versements échus sur ventes à crédit		6
Intérêts sur ventes à crédit		7
Total partiel		8
 Déduire:		
Revenus affectés au paiement des engagements échus en 2002 tels qu'établis à la ligne 17 ci-dessous		9
 REVENUS DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2002	(B)	10 <u> </u>
 C) REVENUS REPORTÉS ET DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2002		
Le moindre de A ou B	(C)	11 <u> </u>
<hr/>		
Calcul des revenus affectés au paiement des engagements échus en 2002		
Services de la dette relatif aux immeubles industriels municipaux pour 2002		12
Moins:		
Taxe spéciale de 2002	13	.....
Revenus de location d'immeubles industriels municipaux en 2002, déduction faite des coûts d'administration et d'entretien	14	<u> </u>
Ligne 13 + ligne 14		15
 TOTAL DES ENGAGEMENTS ÉCHUS ET NON AUTREMENT COMPENSÉS EN 2002		16 <u> </u>
 INSCRIRE LE MOINDRE DES MONTANTS DES LIGNES 16 ET 8, ET LE REPORTER À LA LIGNE 9		17 <u> </u>

**EMPRUNTS À LONG TERME APPROUVÉS ET NON CONTRACTÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2002**

Emprunt à long terme				Subvention ou contribution applicable à la partie d'emprunt non contractée	
Règlement N°	Année d'approbation	Emprunt total approuvé	Partie non contractée au 31 décembre	Provenance	Valeur au 31 décembre
01-0100-	2002	24 000	2 500		
2-101	2002	47 000	265		
2-102	2002	85 000	85 000		
2-103	2002	400 000	400 000		
2-104	2002	115 000	115 000		
2-108	2002	164 500	164 500		
2-109	2002	222 600	95 400		
2-110	2002	363 500	363 500		
		1	2		3
		1 421 600	1 226 165		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**

- | | OUI | NON | S.O. |
|--|---------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| 1. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de l'organisme municipal ? | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| 2. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> | 5 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 7 s'adressent aux municipalités locales seulement

- | | | | |
|---|----------------------------|---------------------------------------|--|
| 3. La municipalité a-t-elle un vérificateur général ? | 6 <input type="checkbox"/> | 7 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 4. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de la loi 83 de 1996 (1996, c.77) ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> | |

Si oui, indiquer les montants suivants :

- | | | | |
|--|----|--|----|
| a) le montant total versé en 2002 | 10 | | \$ |
| b) le solde estimatif au 31 décembre 2002 des engagements en vertu du règlement concerné | 11 | | \$ |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
f) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
g) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	22 <input type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>
h) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	30 <input checked="" type="checkbox"/>	31 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	32	<u>2</u>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002

Les questions 8 à 11 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement

- | | OUI | NON |
|---|----------------------------|----------------------------|
| 8. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, municipalité ou communauté métropolitaine (LFM, article 195) ? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 9. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (CMQ, article 678) ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 10. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CMQ en matière de gestion des matières résiduelles (CMQ, art. 678.0.1) ? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| 11. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec, de l'un de ses ministres ou organismes (CMQ, art. 10) ? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2002**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 65 CHEMIN DU TOUR DU LAC
(no) (rue)
LAC-BEAUPORT G0A 2C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jblais@lacbeauport.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom HÈLENE RENAUD

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel hrenaud@lacbeauport.net

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom SAMSON BÉLAIR DELOITTE & TOUCHE

Titre _____

Adresse 925, CEHMIN ST-LOUIS, BUREAU 400
(no) (rue)
QUEBEC _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 624-3333
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 624-0414
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jblouin@deloitte.ca

Responsable du dossier JEAN BLOUIN CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATIONS DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**RENSEIGNEMENTS SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2004**

(Si la municipalité a eu des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM)

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2002	1	.....
Facteur comparatif ¹	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____
Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 12 du <i>Règlement sur le régime de péréquation</i> (s'il y a lieu)	4	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, HÉLENE RENAUD SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2004 sont exacts.

_____ 2003-04-10
(Signature) (Date)

1. Il s'agit du facteur comparatif du rôle d'évaluation mentionné à l'article 264 LFM, tel qu'établi lors du dépôt du rôle ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné, _____, atteste que le rapport financier de
(Nom)

Lac-Beauport pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2002,
(Nom de l'organisme)

déposé lors de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique
(Date)

au ministère des Affaires municipales et de la Métropole le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice qui apparaît à la page S9 ligne 29 s'élève à 145 642 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation qui apparaît à la page S47 ligne 9 est de 4 551 006 \$

Signature _____ Date _____

Téléphone _____ Télécopieur _____
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2003-04-01 11:06:03

Dernière modification : 2003-04-01 11:06:03

RAPPORT FINANCIER 2002 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S60 "Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier";
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton déposer;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et de la Métropole les versions "papier" dûment complétées et signées des documents suivants:

1. Page des attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier (page S60)
 - Renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2004 (s'adresse aux municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 - Transmission électronique du rapport financier;
2. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier (page S5);
3. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
4. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
5. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation (S44);
6. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (S44.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)

Mesure fiscale particulière

7. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation étalé (S66);
 8. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation étalé (S66.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
- L'envoi de ces documents doit être fait au:

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Centre de gestion documentaire
10, Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (QC) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version "papier". Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents "papier", spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents "papier" ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. Toute erreur de concordance pourrait amener le Ministère à considérer votre document non conforme. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 8 000 000

- A) Surplus (déficit) de l'exercice (page S9 ligne 29)
B) Montant des revenus admissibles TGT (page S47 ligne 9)
C) Taux global de taxation (page S47 ligne 11)
D) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)